



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

jeudi 23 juillet 1970

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

à 15 h 10

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point 8 de l'ordre du jour :	
Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement (<i>suite</i>)	191
Points 22 et 32 de l'ordre du jour :	
Assistance en cas de catastrophe naturelle	
Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu au Pérou (<i>fin</i>)	
Rapport du Comité de coordination (première partie) ...	197

Président : M. MARAMIS (Indonésie)

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement (E/4790, E/4884, chap. VIII; E/L.1346 à 1349) (*suite*)

1. M. HILL (Jamaïque) rappelle qu'à la quarante-septième session du Conseil économique et social la délégation jamaïcaine a été l'un des auteurs de la résolution 1444 (XLVII), ayant trait aux dispositions concernant la création d'un corps international de volontaires au service du développement. La délégation jamaïcaine reste très attachée aux idées énoncées dans cette résolution, mais est d'avis, compte tenu des déclarations faites à la 1715e séance et des suggestions contenues dans le rapport du Secrétaire général (E/4790), que de nombreux détails devront encore être mis au point si l'on veut que ce projet soit couronné de succès.

2. M. Hill commence par attirer l'attention sur certaines considérations préliminaires. C'est avec une population en majeure partie non qualifiée que les pays en voie de développement doivent affronter leur énorme tâche de développement. Ceux de leurs habitants qui ont acquis une certaine compétence ont tendance à partir dans les pays développés. Dans ce contexte, l'envoi de 1 300 volontaires, comme il est proposé dans le rapport du Secrétaire général, serait insignifiant; il n'aurait aucun effet réel sur le développement. La clef du développement ne réside pas dans des efforts marginaux tels que l'envoi d'un petit corps de volontaires, mais dans la mise en oeuvre de la stratégie globale de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Toutefois, les pays en voie de développement sont très désireux de recevoir toute aide supplémentaire qui peut leur être fournie. Le corps de volontaires doit donc être considéré compte tenu de la valeur qu'il représente pour le développement et non pas simplement

du point de vue sentimental; les volontaires doivent pouvoir offrir des services spécialisés. Mais si tel est le cas, on ne voit pas très bien en quoi ils seraient différents des experts associés. Le but poursuivi doit être avant tout le transfert de connaissances aux pays en voie de développement.

3. Le Conseil est en possession d'une documentation très utile. L'exposé du CCSVI (E/C.2/711) mérite qu'on s'y arrête. Il souligne divers points particulièrement importants, notamment qu'un nouveau programme de service volontaire ne doit pas consacrer la division entre pays développés et pays en voie de développement, qu'il doit s'inspirer d'idées nouvelles sur la question des volontaires et du développement et ne doit pas nécessairement être calqué sur le même plan que les programmes bilatéraux, enfin, qu'au cas où il faudrait créer un fonds d'affectation spéciale pour couvrir certaines dépenses, il est indispensable que les ressources de ce fonds soient disponibles pour tout volontaire, quelle que soit sa nationalité.

4. Dans sa déclaration, lors de la 1715e séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a indiqué que la plupart des gouvernements sont disposés à accepter l'idée que les volontaires en question ne devraient, pour le moment, être utilisés que dans le cadre de projets des Nations Unies. S'il devait en être ainsi et si aucune source de financement supplémentaire ne pouvait être trouvée, ce projet ne correspondrait à aucun progrès réel. Les pays en voie de développement doivent être assurés qu'ils bénéficieront de services d'experts pour les projets entrepris au titre des programmes ordinaires et que, lorsque des projets spéciaux seront entrepris, on disposera de ressources financières réservées à cette fin, peut-être sous forme de fonds d'affectation spéciale. Cela ne veut pas dire cependant que des fonds doivent être réservés de telle manière qu'ils ne puissent être utilisés qu'en faveur des volontaires des pays développés. A ce propos, M. Hill se félicite de la déclaration de la délégation des Etats-Unis d'Amérique selon laquelle ce pays est disposé à verser des contributions destinées à des volontaires de pays en voie de développement.

5. Le SISV a essayé d'évaluer le coût de l'envoi de volontaires et est arrivé à la conclusion que le coût annuel moyen pour un volontaire serait d'environ 9 000 dollars. A ce prix-là, le pays bénéficiaire doit pouvoir compter sur une personne hautement qualifiée. Il faut aussi s'attacher à déterminer dans quelle proportion les dépenses seraient couvertes par un fonds d'affectation spéciale ou des sources internationales et par le pays bénéficiaire lui-même. Il convient d'étudier les moyens de prévenir tout malentendu dans les raisons qui poussent une personne à se porter volontaire (comme cela est expliqué au paragraphe 6 du rapport du Secrétaire général). Il faut s'assurer que le volontaire n'aspire pas simplement à une certaine autosatis-

faction et à fuir son propre pays. La majeure partie des ressources internationales devrait être utilisée pour venir en aide aux peuples des pays en voie de développement. Il faut aussi étudier quelles dépenses locales les gouvernements hôtes pourraient prendre à leur charge : en effet, les transports, les services médicaux, les privilèges et immunités, les outils et le matériel sont onéreux.

6. L'exposé présenté par le Comité consultatif mondial de la Société des Amis (E/C.2/717) constitue un résumé intéressant, mais M. Hill ne partage pas entièrement l'opinion de cet organisme, qui, au paragraphe 2 de l'exposé des considérations dont le Conseil devrait tenir compte, prétend qu'un volontaire ne doit pas être mis sur le même plan qu'un expert associé. En fait, cet exposé présente des vues analogues à celles du CCSVI. Le rapport de la Commission du développement de l'Assemblée mondiale de la jeunesse (E/L.1347) est aussi intéressant, mais il ne semble pas que la création d'un bureau central, comme le préconise cet organe, soit logique. Le corps de volontaires doit avoir des bureaux un peu partout dans les pays en voie de développement. En mettant l'accent sur la place que doivent occuper les volontaires nationaux et leur programme dans les projets de développement bénéficiant de l'aide des Nations Unies, la Commission passe à côté du véritable problème. Ce problème, c'est l'existence dans les pays en voie de développement de millions de jeunes qui ont besoin d'être formés et de se voir offrir des possibilités de travail productif. En parlant de volontaires nationaux pour un projet touchant 1 300 personnes — ou même 10 ou 20 fois ce chiffre —, on n'effleure même pas le problème.

7. S'agissant du rapport du Secrétaire général, M. Hill indique que la délégation jamaïcaine en approuve sans réserve le paragraphe 31. Le fait même d'envoyer dans les pays en voie de développement des personnes qui ne seraient que moyennement qualifiées créerait un risque de concurrence qu'il faut à tout prix prévenir. Le rôle des volontaires, qui pourraient constituer une nouvelle source de main-d'oeuvre pour les projets de développement — ainsi qu'il est dit au sous-paragraphe 2 du paragraphe 32 —, est important, comme l'est également l'idée énoncée à l'alinéa *d* de ce sous-paragraphe, selon laquelle les volontaires pourraient devenir des recrues possibles pour les futurs programmes de coopération technique. L'opinion exprimée par le représentant des Etats-Unis d'Amérique (1715^e séance) semble en contradiction avec ce paragraphe. Il conviendrait de préciser si les volontaires engagés dans le cadre de projets bilatéraux ou les experts associés sont recrutés avant la mise en oeuvre du programme. Ainsi, par exemple, les "volontaires" dont il est question au paragraphe 51 sont en fait des experts associés.

8. Le représentant de la Jamaïque ne souscrit pas entièrement à la proposition énoncée au paragraphe 55 selon laquelle l'organisme des Nations Unies serait chargé d'incorporer les activités des volontaires dans l'ensemble des activités du projet. Il lui semble que le gouvernement hôte a également son rôle à jouer. Si toutes les dépenses énumérées au paragraphe 70 devaient être assumées par le gouvernement hôte, la charge qui lui serait ainsi imposée serait lourde.

9. Le fonds d'affectation spéciale est l'un des éléments essentiels de la proposition tendant à créer un corps de volontaires au service du développement, mais plusieurs délégations ont émis des réserves quant à leur possibilité de pouvoir y contribuer. Si les pays développés sont prêts à appuyer le projet concernant les volontaires, ils doivent également être prêts à fournir des fonds supplémentaires.

10. Il est d'autres points au sujet desquels le représentant de la Jamaïque aurait souhaité formuler des observations mais il ne peut le faire faute de temps. Il est d'avis que l'ensemble de ce sujet aurait dû être examiné plus attentivement au sein d'un groupe de travail. On pourrait peut-être s'accorder à élaborer un projet de directives à l'intention de la première équipe internationale de volontaires; il faudrait y préciser que des ressources supplémentaires devront être trouvées.

11. M. PAPOULIAS (Grèce), parlant du projet de résolution E/L.1346, dont la Grèce est l'un des auteurs avec l'Inde et le Pakistan, dit que les points principaux en ont été mis en lumière par les orateurs précédents et qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir. La Grèce a appuyé dès le début le projet relatif à la création d'un corps de volontaires et se réjouit de constater que sa mise en oeuvre est imminente. Le rapport du Secrétaire général énumère tous les éléments qui justifient la création de ce corps. Passant en revue les objectifs fondamentaux énoncés au paragraphe 32, M. Papoulias insiste sur celui qui est évoqué à l'alinéa *b* du sous-paragraphe 4, et qui consiste à augmenter l'intérêt du public pour les activités de développement en faisant en sorte que la jeunesse des pays en voie de développement y participe davantage.

12. Les auteurs du projet de résolution ont entendu avec intérêt toutes les suggestions qui ont été formulées. Le projet de création d'un corps de volontaires devra de toute manière être mis au point dans tous ses détails, et le projet de résolution laisse toute latitude à cet effet. M. Papoulias attire l'attention du Conseil sur les incidences financières exposées dans le document E/L.1348 et insiste sur le fait que le fonds d'affectation spéciale est un élément essentiel du projet.

13. Le représentant de la Grèce est convaincu de la viabilité de ce projet et espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

14. M. NEHEMIAH (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) indique que, parmi les institutions relevant du système des Nations Unies, la FAO est peut-être celle qui possède la plus grande expérience en matière d'emploi de volontaires dans les projets exécutés sur le terrain. La proposition actuellement à l'examen ne concerne pas l'utilisation d'experts associés; ceux-ci sont totalement rémunérés, tandis que les volontaires ne reçoivent que des indemnités limitées.

15. La FAO a commencé à avoir recours à des volontaires en 1963. A un certain moment, elle disposait de 150 volontaires travaillant aux côtés des experts et, à l'heure actuelle, ils sont environ une centaine. Ils sont recrutés en vertu d'accords tripartites conclus entre les gouvernements

bénéficiaires, la FAO et les organisations non gouvernementales qui les parrainent. Les volontaires sont fournis sur une base bilatérale et sont dirigés par un spécialiste. S'ils sont choisis avec soin et si leurs services sont utilisés de manière rationnelle sous la direction d'experts, les volontaires peuvent contribuer de manière très positive à un projet de développement.

16. Il est préférable que les volontaires ne participent qu'aux projets où ils peuvent être directement en contact avec les habitants et peuvent vivre sur place, agissant ainsi en qualité d'ambassadeurs locaux officiels. Il importe qu'ils soient animés par la volonté de servir, et une sélection attentive est indispensable. Il faut éviter à tout prix les missions au siège et les travaux de bureau, car les volontaires qui sont prêts à affronter un certain nombre de difficultés donnent en général les meilleurs résultats.

17. La FAO se félicite du nouveau programme envisagé, qui permettrait de doter les volontaires d'un certain statut et de normaliser leurs conditions de service, quelles que soient les sources de financement. Le mouvement gagnerait ainsi en unité et en cohésion. Il importe d'assurer la participation des volontaires de tous les Etats Membres, y compris de ceux qui ne peuvent pas apporter une contribution financière à ce programme.

18. Lors de la mise au point du programme, on pourrait aussi penser aux activités "d'échange", qui épargneraient de nombreuses dépenses aux gouvernements. La FAO espère que ce programme se développera et qu'il drainera les énergies des jeunes dans le monde entier. Il devrait également permettre d'encourager les efforts entrepris sur le plan local.

19. La FAO reconnaît la nécessité de créer un bureau central chargé de coordonner et d'uniformiser les mesures à prendre, mais celui-ci ne devrait pas freiner l'initiative des différentes organisations pour ce qui est de la recherche et du recrutement de volontaires appropriés. M. Nehemiah se félicite de ce que le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales ait indiqué (1715e séance) que l'on donnerait au programme la plus grande souplesse.

20. Il conviendra de procéder périodiquement à une évaluation des résultats du programme, opération à laquelle participeront les gouvernements et les volontaires. Le volontariat ne doit pas être assimilé à une carrière mais doit être le reflet de la volonté de servir autrui. La direction et les conseils techniques d'experts sont indispensables au succès de l'entreprise.

21. En un mot, la FAO se félicite du projet tendant à créer un corps international de volontaires pour le développement sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve que les institutions conservent une pleine indépendance en matière de recrutement.

22. M. HAMID (Soudan) dit que les renseignements contenus dans le rapport du Secrétaire général sur la possibilité de créer un corps international de volontaires au service du développement ont contribué à dissiper les doutes qu'éprouvait la délégation soudanaise à propos du projet envisagé. Le chapitre II, relatif à la définition, aux objectifs et aux domaines d'activité du corps proposé, est

d'un intérêt tout particulier, notamment le paragraphe 32, où le corps de volontaires est envisagé comme une contribution supplémentaire au développement, et comme constituant une solution possible au problème du recrutement de personnel d'assistance technique pour les programmes de développement. Il représenterait donc un élément de l'aide accordée au titre d'un programme de développement donné.

23. Le rapport tout entier mérite d'être examiné en détail, mais le représentant du Soudan désire souligner certains points : aucun volontaire ne doit être envoyé dans un pays sans la demande ou l'approbation expresse du pays bénéficiaire; les volontaires des Nations Unies ne doivent pas entrer en concurrence avec les ressortissants du pays sur le marché de l'emploi local, mais venir s'ajouter à eux; ils ne doivent pas remplacer les volontaires nationaux, sauf s'ils sont seuls à avoir les compétences requises. On doit, en effet, se rappeler que le chômage est important dans presque tous les pays en voie de développement, et que les chômeurs, s'ils recevaient la formation voulue, pourraient devenir d'utiles volontaires.

24. Le rôle des volontaires des Nations Unies devrait être défini plus clairement : il faudrait bien préciser qu'ils ne sont pas appelés à remplacer les experts techniques des Nations Unies. Leur domaine d'activité ne devrait pas se limiter aux projets bénéficiant de l'aide du système des Nations Unies, mais s'étendre aussi aux programmes gouvernementaux. Le projet de résolution E/L.1346 tient compte de tous ces points et peut donc être accepté par le Soudan. L'idée d'un fonds d'affectation spéciale est bonne, car elle confirme l'importance des contributions du secteur non gouvernemental.

25. On ne saurait s'attendre que les gouvernements bénéficiaires accordent tous les privilèges et immunités énumérés au paragraphe 49, qui équivalent à un véritable statut diplomatique; des privilèges limités devraient suffire. La délégation soudanaise ne rejette pas l'idée d'une contribution aux dépenses locales des volontaires, mais préférerait qu'elle soit réduite au minimum. Les Nations Unies pourraient peut-être prendre à leur charge le complément des dépenses locales.

26. M. MALIK (Indonésie) rappelle que la délégation indonésienne a été un des auteurs de la résolution 1444 (XLVII) du Conseil économique et social, ce qui montre l'importance qu'elle attache à cette question. Elle approuve dans l'ensemble le rapport du Secrétaire général, et tout particulièrement les principes énoncés au chapitre II. Ils formeront un des éléments essentiels de la stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

27. Concernant l'aspect pratique de la question, la plus haute importance doit être accordée aux besoins des pays en voie de développement. Les gouvernements bénéficiaires devront être responsables des activités menées par les volontaires dans leur pays, lesquels ne devraient y être envoyés qu'à leur demande. Bon nombre de pays en voie de développement, dont l'Indonésie, ont déjà des corps de volontaires nationaux. Ils ne manquent pas de personnel : la

difficulté est d'arriver à trouver des emplois pour le nombre croissant de travailleurs qualifiés.

28. Le rapport du Secrétaire général ne parle pas suffisamment des liens qui pourraient exister entre les volontaires des Nations Unies et les organisations nationales de volontaires des pays en voie de développement. Il serait bon qu'un nombre croissant de volontaires soient recrutés dans les pays en voie de développement, et que seuls les experts hautement qualifiés dont ne disposeraient pas ces pays soient recrutés ailleurs. En outre, les volontaires envoyés dans les pays en voie de développement devraient être considérés comme un complément de l'aide déjà accordée. En ce qui concerne le financement, le représentant de l'Indonésie admet que les gouvernements des pays bénéficiaires devraient prendre à leur charge les dépenses locales des volontaires. Ces dépenses semblent, toutefois, très élevées par rapport au niveau de vie actuel de nombreux pays en voie de développement. Selon le paragraphe 74 du rapport du Secrétaire général, les dépenses d'entretien de chaque volontaire reviendraient au total à 2 500 dollars par an, non compris les frais de déplacement. Or, en Indonésie, le revenu moyen par habitant est inférieur à 100 dollars par an. La délégation indonésienne est donc favorable à la création d'un fonds d'affectation spéciale administré par le PNUD. Des organisations comme le SISV et le CCSVI font depuis de nombreuses années un excellent travail. Mais le paragraphe 48 du rapport ne montre pas clairement quelles seraient les relations de travail entre ces organismes et le corps de volontaires des Nations Unies proposé. Concernant l'organisation administrative, le représentant de l'Indonésie est d'avis qu'il devrait y avoir un organe central de coordination laissant toute latitude et leur pleine indépendance aux autres organisations de volontaires. M. Malik indique que la délégation indonésienne appuie la proposition énoncée au paragraphe 78 du rapport du Secrétaire général, compte tenu des observations qu'il a faites, et votera en faveur du projet de résolution E/L.1346.

29. M. POJARSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les jeunes ont joué un rôle vital dans le développement économique de l'Union soviétique; ils ont mis en culture les terres vierges, collaboré à de grands projets industriels comme la construction de centrales et de barrages, et même bâti des villes entières. Dans toutes les entreprises de cet ordre, le facteur moral joue un grand rôle. Les jeunes qui quittent un foyer confortable pour aller travailler dans des conditions difficiles dans des régions reculées sont mus non par un esprit romanesque mais par la volonté d'aider à résoudre les problèmes de développement économique dans l'intérêt de la nation tout entière. La mobilisation des jeunes pour travailler au développement a fait aussi sentir ses bienfaits dans d'autres pays et revêt une très haute importance pour tous les pays en voie de développement. Le représentant de l'URSS se demande cependant si l'état d'esprit qui a fait le succès des mouvements nationaux de jeunes volontaires pourra facilement être injecté à un système international. Les résultats obtenus à ce jour par les organisations qui envoient de jeunes volontaires dans les pays en voie de développement ne sont pas entièrement satisfaisants; des représentants du

"Peace Corps" des Etats-Unis, par exemple, ont été expulsés de nombreux pays en voie de développement. La délégation de l'URSS craint que le corps des volontaires des Nations Unies dont on propose la création ne serve en réalité d'écran aux activités des "Peace Corps" de tel ou tel pays. C'est pourquoi elle considère avec une vive inquiétude le projet de résolution contenu dans le document E/L.1346 et dont l'adoption est recommandée à l'Assemblée générale. Le représentant de l'URSS ne met pas en doute les bonnes intentions des auteurs, mais les intentions et les résultats sont deux choses différentes. D'autre part, il apparaît à l'évidence que, selon le système proposé, la majorité des volontaires viendraient des organisations nationales de volontaires qui disposent des moyens les plus importants. Le "Peace Corps" des Etats-Unis, en particulier, est généreusement financé par le gouvernement de ce pays.

30. Il convient aussi de tenir compte d'autres considérations plus pratiques, telles que le problème du chômage dans de nombreux pays en voie de développement et la nécessité de continuer à faire une distinction entre les volontaires et les experts associés déjà employés par le PNUD. Le représentant de l'URSS note que, d'après le paragraphe 19 du rapport du Secrétaire général, le nombre des volontaires qui participent actuellement à des projets de développement bénéficiant de l'aide des Nations Unies est d'environ 600, et qu'il pourrait atteindre 1 300 d'ici à juin 1971. Il ne pense pas que ces chiffres justifient la création d'un nouvel organe, en particulier si l'on considère qu'il existe déjà deux organisations internationales non gouvernementales de service volontaire. Une telle mesure, à l'heure actuelle, ne servirait qu'à imposer un contrôle bureaucratique au mouvement naissant de volontaires des Nations Unies.

31. Mlle CAO PINNA (Italie) estime que, parmi les diverses raisons avancées par le Secrétaire général dans son rapport en faveur de la création d'un corps de volontaires des Nations Unies, deux sont particulièrement importantes. La première est la nécessité d'augmenter le personnel qui participe aux travaux de développement. Un effectif de seulement 1 300 volontaires -- effectif qui pourrait être atteint d'ici à juin 1971 -- ne pourra naturellement être que d'une aide limitée pour les pays en voie de développement, mais sa contribution marque un commencement important et pourra être élargie si elle se révèle utile. La deuxième est la nécessité de répondre au désir des jeunes de participer au développement. L'Assemblée mondiale de la jeunesse a exprimé le désir que la jeunesse du monde joue un rôle important dans la définition du rôle et des tâches précises du corps de volontaires des Nations Unies envisagé.

32. En Italie, ce n'est qu'en 1966 qu'une loi a été votée autorisant les jeunes à travailler comme volontaires dans les pays en voie de développement, de telle sorte que l'Italie a encore peu d'expérience en la matière. Elle a tiré beaucoup d'enseignements des déclarations des autres délégations et des documents dont le Conseil est saisi, mais a le sentiment que le rapport du Secrétaire général aurait dû aborder plus en détail certains aspects du problème. Le premier de ces aspects est la question des domaines d'activité ouverts aux

volontaires. Le rapport donne l'impression qu'il n'y a pas de restrictions, mais la représentante de l'Italie sait, par expérience, que l'on n'accepte pas que des volontaires remplissent n'importe quelle fonction. Deuxièmement, il importe d'établir une distinction entre les volontaires et les experts associés; le statut des volontaires et la compétence ou la qualification professionnelle exigées d'eux appellent un plus ample examen et des précisions. Troisièmement, les relations entre le corps des volontaires des Nations Unies et le SISV et le CCSVI doivent être parfaitement définies avant de lancer le programme envisagé, de manière à tirer pleinement profit de l'expérience de ces organisations. Enfin, le rapport ne donne pas suffisamment de renseignements sur le coût du programme. C'est pourquoi la délégation italienne accueillera avec satisfaction tout nouveau document que le Secrétariat pourrait présenter à l'Assemblée générale pour l'aider à prendre la décision définitive sur ce sujet.

33. Les positions adoptées sur cette question par les pays en voie de développement revêtent naturellement une importance particulière. Au Conseil d'administration du PNUD, il a semblé à la délégation italienne que, s'il y avait un accord général de principe sur le fait qu'il serait souhaitable de créer un corps de volontaires des Nations Unies, il demeurerait, dans la pratique, beaucoup de réserves et de doutes à lever. La représentante de l'Italie espère que le rapport du Secrétaire général en aura dissipé la plupart. Si l'Assemblée générale décide finalement de créer le corps de volontaires des Nations Unies, il importe que tous les Etats Membres se lancent dans cette nouvelle entreprise avec résolution et confiance.

34. M. DOO KINGUE (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) dit que, à sa quinzième session, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté une résolution par laquelle elle décidait d'entreprendre une action nouvelle en vue d'assurer une participation plus active des jeunes, sur le plan national et le plan international, aux travaux de l'organisation et à la promotion de ses idéaux¹. Cette résolution autorisait aussi le Directeur général à prendre des mesures pour encourager la participation des jeunes aux travaux de développement. L'UNESCO estime que le projet exposé dans le rapport du Secrétaire général est parfaitement réalisable, dans la mesure où les Etats Membres fourniront les moyens nécessaires et s'engageront à apporter leur pleine coopération à sa mise en oeuvre.

35. Il reste naturellement des problèmes à résoudre. Il est indispensable de faire en sorte que l'offre réponde à la demande et d'arriver à mobiliser les ressources financières nécessaires. Il faut espérer que l'administration du corps de volontaires des Nations Unies sera aussi peu bureaucratique que possible et aura pour effet de stimuler les jeunes plutôt que de tempérer leur enthousiasme. En outre, la création d'un corps de volontaires des Nations Unies ne devra pas compromettre la coopération fructueuse qui existe actuellement entre les organisations de jeunesse et des institutions

spécialisées comme l'UNESCO. Le représentant de l'UNESCO appuie la déclaration du représentant de la FAO, et note avec satisfaction la mention faite aux paragraphes 43 et 48 du rapport du rôle que joueront les institutions des Nations Unies et les organismes spécialisés qui coordonnent les services internationaux de volontaires. Il importe au plus haut point que les organisations de jeunes soient étroitement associées à la formulation des modalités du programme et que l'efficacité des méthodes soit évaluée après une période expérimentale initiale.

36. La Conférence générale de l'UNESCO sera saisie en octobre d'une proposition tendant à ce que, vu l'intérêt croissant que les membres de l'organisation portent à l'utilisation de services de volontaires, des équipes multilatérales de volontaires soient créées pour aider les pays intéressés, sur leur demande, à exécuter les projets de développement en rapport avec les activités de l'UNESCO. Ces équipes seraient aussi largement représentatives que possible, et seraient composées à la fois d'étudiants et de personnel qualifié des pays en voie de développement comme des pays développés. M. Doo Kingue est convaincu que l'UNESCO utiliserait pleinement les possibilités qu'offrirait la création d'un corps de volontaires des Nations Unies.

37. M. ALLEN (Royaume-Uni), présentant les amendements du Royaume-Uni (E/L.1349) au projet de résolution dont l'adoption est recommandée à l'Assemblée générale dans le document E/L.1346, dit que la délégation britannique s'est employée de son mieux à conserver, dans toute la mesure possible, l'énoncé initial. Le dernier alinéa du préambule a été complété de façon à faire état du deuxième objectif énoncé au paragraphe 32 du rapport du Secrétaire général et de deux conditions formulées en un autre endroit du rapport. Au paragraphe 1 du dispositif, il a été ajouté un membre de phrase reprenant le texte souligné de la recommandation figurant au paragraphe 26 du rapport. Le paragraphe 2 du dispositif que propose la délégation du Royaume-Uni groupe les paragraphes 2 et 3 du dispositif du projet initial; s'il ne stipule pas expressément que le corps international de volontaires sera à la disposition des gouvernements à partir du 1er janvier 1971, c'est que le Royaume-Uni doute que cela soit possible. Aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 3 du dispositif, la délégation du Royaume-Uni propose des dispositions légèrement différentes en ce qui concerne l'organisation du corps: premièrement, il devrait avoir un directeur, en l'espèce le Directeur du PNUD et, deuxièmement, le Directeur devrait élaborer certaines propositions concrètes. On pense qu'il déléguerait ses pouvoirs à un petit service de son organisation. Des membres du Conseil ayant indiqué que le membre de phrase "dans le cadre de projets du PNUD", à l'alinéa *b* du paragraphe 3, exclurait certaines catégories de projets, la délégation du Royaume-Uni serait prête à le remplacer par les mots "dans le cadre de projets du système des Nations Unies". Pour le reste l'alinéa reprend les termes utilisés par le Conseil d'administration du PNUD dans son rapport sur sa dixième session; cet énoncé devrait être maintenu car il a fallu de longues négociations pour arriver à le mettre au point.

¹ UNESCO, *Actes de la Conférence générale, quinzième session, Résolutions* (Paris, 1968), 1.311.

38. L'amendement du Royaume-Uni ne contient aucune proposition correspondant au paragraphe 5 du projet initial. La délégation du Royaume-Uni pense, en effet, que la nécessité d'un fonds d'affectation spéciale n'a pas encore été pleinement démontrée et que, en général, les dépenses locales d'entretien des volontaires devraient être supportées soit par les pays d'accueil, soit par le PNUD dans le cadre de ses procédures habituelles de dérogation concernant les dépenses locales. Cette solution semble suggérée au paragraphe 78 c du rapport du Secrétaire général. Les dépenses de caractère extérieur relatives aux volontaires devraient, de l'avis de la délégation du Royaume-Uni, être supportées par les gouvernements ou organisations envoyant les volontaires. En cas d'impossibilité, elles pourraient être financées par les ressources dont dispose le Directeur du PNUD, qui pourrait faire savoir qu'il serait disposé à accepter des dons spéciaux à cet effet. La proposition de supprimer le paragraphe 5 du projet initial pourra être mise aux voix séparément si tel est le désir de ses auteurs.

39. M. BARMA (Tchad) déclare que la délégation tchadienne accorde son plein appui à la proposition tendant à créer un corps international de volontaires au service du développement, qui représente, à son avis, une tentative louable pour trouver de nouveaux moyens d'éliminer le fléau du sous-développement. Elle se félicite de ce qu'au paragraphe 43 du rapport du Secrétaire général il soit reconnu que la nomination de volontaires devra être subordonnée à la demande expresse ou à l'approbation des gouvernements bénéficiaires, et elle estime qu'il faut tirer parti au maximum de l'expérience déjà acquise par les institutions spécialisées en matière de service international de volontaires. La durée du service volontaire devrait être limitée et il faudrait établir un code de conduite, comme il est recommandé au paragraphe 44 du rapport du Secrétaire général.

40. La délégation tchadienne aurait de la difficulté à accepter les dispositions du paragraphe 49 du rapport, relatives aux privilèges et immunités qui seraient accordés aux volontaires internationaux. Il a été reconnu que les volontaires des Nations Unies ne seraient pas des fonctionnaires internationaux, et il n'y aurait aucune raison pour qu'ils jouissent de privilèges et immunités particuliers, à l'exception peut-être de certaines facilités d'entrée et de sortie dans le pays bénéficiaire. La délégation tchadienne désire également réserver sa position en ce qui concerne la création d'un fonds d'affectation spéciale, jusqu'au moment où l'on sera fixé quant à la possibilité d'obtenir des contributions suffisantes à ce fonds. On pourrait peut-être mettre au point des dispositions en vertu desquelles le pays d'envoi prendrait à sa charge les frais de recrutement et de transport des volontaires ainsi qu'une partie de leurs dépenses d'entretien, et le pays bénéficiaire fournirait pour sa part le logement et éventuellement une petite indemnité de subsistance.

41. M. OLIVIERI (Argentine) pense, en ce qui concerne l'affectation des volontaires internationaux, qu'il faudra tenir compte des intérêts des volontaires nationaux participant à des projets de développement. Une partie des

dépenses relatives aux volontaires internationaux devrait être supportée par le pays bénéficiaire. La question de la création d'un fonds d'affectation spéciale devra faire l'objet d'une étude plus approfondie, compte tenu des premiers résultats obtenus avec le corps de volontaires que l'on se propose de créer.

42. M. KAZUHARA (Japon) dit qu'un certain nombre de volontaires japonais travaillent déjà dans divers pays et que l'on espère en augmenter le nombre dans l'avenir. Le Japon appuie, en principe, la proposition tendant à créer un corps international de volontaires pour le développement, car l'Organisation des Nations Unies est la mieux qualifiée pour centraliser les activités en matière de service volontaire international. Les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général sont acceptables comme point de départ sur le plan pratique, mais il faut espérer qu'une étude plus poussée du programme et l'appui qui lui sera accordé par la suite permettront de transformer ce qui est actuellement un projet plutôt limité en un véritable corps international de volontaires au service du développement.

43. La mise en oeuvre du programme nécessitera quelques ajustements et une certaine coordination des activités avec les programmes d'aide volontaire qui existent déjà. En particulier, les méthodes de recrutement et d'envoi des volontaires devront être coordonnées avec celles des organisations nationales. Quant au financement du programme, les responsabilités financières des pays d'envoi et des pays bénéficiaires ainsi que celles des Nations Unies devront être nettement définies. La délégation japonaise hésite à accepter la proposition relative à la création d'un fonds d'affectation spéciale en raison de la recommandation contenue dans le rapport de sir Robert Jackson, *Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement*², selon laquelle les ressources financières du système des Nations Unies pour le développement devraient être intégrées, dans la mesure du possible, en un fonds unique sous les auspices du PNUD. C'est sur ce fonds que devraient être prélevées toutes les ressources financières nécessaires.

44. M. NYNEQUE (Kenya) déclare que la délégation kényenne appuie entièrement, en principe, la création d'un corps de volontaires des Nations Unies au service du développement. En ce qui concerne la formation, il sera probablement nécessaire de prévoir deux degrés, car les volontaires auront besoin d'une formation générale, suivie d'une formation spéciale en rapport avec la région à laquelle ils seront affectés. La délégation du Kenya a quelques réserves à formuler au sujet de la procédure relative aux candidatures prévue au paragraphe 42 du rapport du Secrétaire général. Si l'on veut que le corps de volontaires envisagé soit réellement international, le rôle des gouvernements doit être secondaire, surtout en ce qui concerne le recrutement des volontaires; les candidatures pourraient donc être adressées directement aux organismes compétents plutôt que d'être parrainées par les gouvernements.

² Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10.

45. On peut faire valoir plusieurs arguments pour ou contre la création d'un fonds d'affectation spéciale en vue du financement de certains aspects du programme. Les ressources financières et administratives existantes suffiraient peut-être au début, mais l'expansion du programme pourrait rendre nécessaire la création d'un fonds d'affectation spéciale sous une forme ou une autre. A ce sujet, la proposition énoncée à l'alinéa *e* du paragraphe 78 du rapport du Secrétaire général devrait être envisagée conjointement avec le paragraphe 38, où il est implicitement admis que certains pays pourraient ne pas être en mesure de fournir le financement nécessaire pour les volontaires qu'ils enverraient. Il faut espérer que les dispositions du paragraphe 11 seront interprétées dans un esprit large, car il se peut que, dans certaines régions, les volontaires soient en mesure de participer aussi utilement aux activités orientées vers la recherche qu'aux activités de caractère pratique. L'âge minimal de 21 ans proposé au paragraphe 41 devrait être abaissé à 18 puisque, dans beaucoup de pays, les jeunes gens de 18 ans ont déjà le droit de vote et sont astreints au service militaire. Du moment que le but du programme est de canaliser les efforts des jeunes au service du développement, il faudrait aussi fixer une limite d'âge.

46. La délégation du Kenya appuie le projet de résolution dont le Conseil est saisi et estime qu'il ne serait pas difficile d'y incorporer l'amendement présenté par le Royaume-Uni.

47. M. GUELEV (Bulgarie) accueille avec satisfaction la proposition opportune et intéressante tendant à créer un corps de volontaires pour le développement. Les équipes volontaires de jeunes ont joué un rôle primordial dans le relèvement social et économique qui a succédé, en Bulgarie, à une période d'occupation étrangère et de guerre, et les volontaires bulgares jouent un rôle actif dans les organisations de jeunesse qui s'occupent de l'action internationale d'aide aux pays en voie de développement.

48. Il est regrettable que le rôle de la jeunesse et la mobilisation de l'enthousiasme et du dynamisme des jeunes gens au service du développement, sur lesquels on avait mis l'accent à l'origine, semblent être passés au second plan, aussi bien dans le rapport du Secrétaire général que dans le projet de résolution à l'examen. En outre, les problèmes posés par la création d'un corps international de volontaires n'ont pas été suffisamment étudiés, et le Conseil devrait prendre garde de ne pas adopter une décision hâtive qui ne ferait que décevoir les jeunes et risquerait d'engager l'autorité des Nations Unies dans des activités qui n'ont rien de commun avec les buts de l'Organisation.

49. Parmi les problèmes devant faire l'objet d'une étude plus détaillée, il y a l'importante question du recrutement, laquelle exige une large coopération avec les organisations qui s'occupent déjà de fournir des services volontaires; la nécessité, pour les volontaires, de former des spécialistes nationaux pour remplacer le plus tôt possible les experts étrangers; toute la question du financement, notamment la création éventuelle d'un fonds d'affectation spéciale; enfin, la question des rapports entre le corps international envisagé et les organisations nationales de volontaires et de jeunes déjà existantes.

50. Le Conseil n'est pas encore en mesure de présenter des recommandations à l'Assemblée générale, car celles-ci doivent se fonder sur une étude complète de tous les aspects de la question, et il faudrait qu'elles soient approuvées à l'unanimité.

51. M. AYOUB (Tunisie) estime que l'idée de créer un corps international de volontaires pour le développement est, en principe, très louable, mais qu'il reste un certain nombre de problèmes à régler en ce qui concerne la coordination, le financement, ainsi que l'intégration des volontaires dans le pays bénéficiaire et leur adaptation à ce pays. Parmi les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général, la délégation tunisienne appuie celles qui ont trait aux coûts locaux (paragraphe 21), au domaine d'activité des volontaires (paragraphe 34) et à la création d'un service central au sein du cabinet du Directeur du PNUD (paragraphe 35). Elle ne peut toutefois accorder son appui à la proposition tendant à accorder aux volontaires certains privilèges et immunités (paragraphe 49), ni à l'idée selon laquelle le PNUD fournirait des moyens de formation (paragraphe 67). Le chiffre cité au paragraphe 74 pour les frais de subsistance des volontaires paraît plutôt élevé, et les dépenses locales d'entretien que devraient supporter les gouvernements des pays d'accueil, énumérés à l'alinéa *b* du paragraphe 78, dépasseraient peut-être les moyens de certains pays en voie de développement. Il ne faudrait prendre aucune décision au sujet de la création d'un fonds d'affectation spéciale (paragraphe 78 *e*) avant de s'être rendu compte, jusqu'à un certain point, de la manière dont le programme fonctionnera dans la pratique.

52. Le PRÉSIDENT propose de déclarer clos le débat général sur le point 8 et de renvoyer la suite de l'examen de ce point à quelques jours pour que des consultations puissent avoir lieu au sujet du projet de résolution E/L.1346, dont le Conseil est saisi.

Il en est ainsi décidé.

POINTS 22 ET 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance en cas de catastrophe naturelle Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu au Pérou (*fin*)*

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (PREMIÈRE PARTIE) [E/4908 ET CORR.1]

53. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité de coordination sur les points 22 et 32 de l'ordre du jour (E/4908 et Corr.1), et en particulier sur le paragraphe 8, contenant un projet de résolution dont l'adoption est recommandée au Conseil.

54. M. HILL (Sous-Secrétaire général aux affaires inter-organisations) dit que le Secrétariat interprète le projet de

* Reprise des débats de la 1703e séance.

résolution dont l'adoption est recommandée au Conseil comme signifiant que les responsabilités immédiates du Secrétaire général se limiteraient à celles qui sont énoncées au paragraphe 2 du dispositif et n'auraient donc pas d'incidences financières. Plus tard, après la création du Fonds d'urgence pour les catastrophes, le Secrétaire général aurait pour tâche d'acheminer au Pérou, par le canal du Fonds, des ressources de tous ordres, y compris l'assistance technique. Pour éviter de mettre en place un mécanisme spécial à cet effet, le Secrétaire général voudra probablement charger de cette deuxième tâche le mécanisme existant au sein des organismes des Nations Unies.

55. M. NOLAN (Irlande) rappelle que, pour un certain nombre de raisons, la délégation irlandaise s'est élevée, au Comité de coordination, contre le projet de résolution dont l'adoption est maintenant recommandée au Conseil. Le Secrétaire général n'a pas recommandé la création d'un fonds d'urgence pour les catastrophes dans son rapport intérimaire (E/4853 et Corr.1 et Add.1) et il avait précédemment supprimé un fonds de même nature; il faut donc en conclure qu'il est contre la création d'un tel fonds. Aucune des organisations humanitaires chargées de fournir des secours en cas de catastrophe n'a jugé que le Fonds d'urgence était nécessaire; il semble, d'après les observations faites au Comité de coordination par le représentant spécial du Secrétaire général au Pérou, que ce fonds ne serait pas d'une grande aide pour les efforts de reconstruction du Pérou et que la question de sa création devait être examinée de près. La proposition tendant à créer le Fonds ne jouit pas de l'appui des principaux pays ayant suffisamment de ressources pour y contribuer, et il ne faudrait pas laisser croire au peuple péruvien, déjà cruellement éprouvé, que le Fonds pourrait financer d'une manière efficace l'oeuvre de reconstruction et de relèvement. Le projet de résolution n'apporte de réponse à aucune des grandes questions qui se posent en ce qui concerne le fonctionnement et les buts du Fonds ou l'affectation de ressources à des projets particu-

liers, et son adoption ne pourrait que nuire à la réputation des Nations Unies.

56. La délégation irlandaise estime préférable que le Conseil se contente de transmettre le projet de résolution, accompagné du compte rendu des débats le concernant, à l'Assemblée générale, qui pourrait examiner la question lorsque les vues du Secrétaire général et des organisations compétentes seront connues et que le sujet aura été étudié plus à fond. Si, malgré tout, le projet est mis aux voix, l'Irlande votera contre.

57. Le PRÉSIDENT fait remarquer que le projet de résolution dont l'adoption est recommandée au Conseil dans le paragraphe 8 du rapport du Comité de coordination a été longuement discuté au Comité. Il invite le Conseil à passer au vote.

Par 17 voix contre 4, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté.

58. Le PRÉSIDENT rappelle que lors du débat relatif au point 32 de l'ordre du jour le Conseil a examiné, à sa 1703e séance, le rapport du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine sur sa sixième session extraordinaire (E/4883 et Add.1). Il signale l'état des incidences administratives et financières qui fait l'objet des paragraphes 77 à 82 du rapport, et propose au Conseil d'adopter le projet de résolution suivant :

"Le Conseil économique et social

"Prend acte du rapport du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine sur sa sixième session extraordinaire (E/4883 et Add.1)."

Si aucune objection n'est formulée, il considérera que le Conseil désire adopter ce texte à l'unanimité.

Le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 18 h 35.